

**ÉDITO**

## **UN WEEK-END RICHE EN DEBATS**

**Le sommet citoyen de Montreuil organisé par la coalition climat 21 est une réussite. Nombre de Montreuillois, de franciliens et bien au-delà ont visité le village alternatif. Comme le village « générations climat » sur la COP, il a permis aux associations et aux syndicats d'exposer leurs propositions pour l'avenir.**



## **AGRICULTURE : UN LEVIER POUR LES TRAVAILLEURS ET LES CONSOMMATEURS**



Au niveau mondial, l'agriculture représente 25% des émissions de gaz à effet de serre et en France, l'Agriculture est le 3<sup>ème</sup> secteur le plus émetteur. Les émissions sont principalement de 3 natures : le CO2 lié à la déforestation, le méthane lié à l'élevage, le protoxyde d'azote lié à l'utilisation d'engrais de synthèse et de pesticides. Le protoxyde d'azote a un effet 298 fois plus néfaste que le CO2 et dégrade aussi la qualité des sols agricoles. Or, c'est un gaz pour lequel, il serait facile d'agir, car les solutions techniques sont connues.

A l'occasion de la COP21, le ministre Le Foll a lancé l'initiative internationale 4 pour 1000, qui a pour objet « d'engager l'agriculture dans une transition, qui au-delà de répondre au défi de la sécurité alimentaire, peut répondre à celui de l'atténuation du changement climatique ».

Et bien, prenons-le au mot ! Nos exigences : réorienter les financements actuellement consacrés aux grands groupes responsables des pollutions et de la malbouffe (Politique Agricole Commune = 9 Md€), afin d'avoir une agriculture répondant aux besoins des populations, une agriculture favorisant les circuits courts et de bonnes conditions de travail, une agriculture bio accessible à tous.

Par ailleurs, nous ne pouvons évoquer la sécurité alimentaire sans évoquer la situation des pays du Sud. Par exemple, il est inacceptable qu'au travers de traités de libre-échange tels que négociés par l'Union Européenne, les droits de douane des pays Africains soient supprimés, favorisant ainsi l'étouffement de l'activité économique locale et notamment l'agriculture, et augmentant aussi la malnutrition, l'accès à l'alimentation étant devenu trop cher.

# LA SITUATION DES FEMMES SE DEGRADE AVEC LE CHANGEMENT CLIMATIQUE



Les engagements non pris ou non tenus par les états depuis une vingtaine d'années, afin de lutter contre le réchauffement de la planète, font que le dérèglement climatique a déjà commencé : catastrophes naturelles, populations déplacées par millions... Ainsi, aux actions urgentes à mettre en place pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, s'ajoutent celles de l'adaptation aux nouvelles conditions climatiques et de la transition vers une économie décarbonée.

En l'état actuel des négociations, les états excluent d'assurer une transition qui soit juste pour les travailleurs. Or, au travers de divers témoignages des syndicalistes de tous pays, nous constatons que les

travailleurs sont les premiers concernés par le réchauffement climatique et que la situation déjà dégradée des femmes s'exacerbe.

Les femmes ont des conditions de travail et de vie de plus en plus difficiles. Par exemple, aux Philippines où les femmes nettoyant les rues, travaillent de longues journées sous des températures suffoquantes. Leur santé se dégrade. Elles cessent alors le travail et se retrouvent sans salaire ni protection sociale.

Autre exemple, en Afrique, où la superficie du lac Tchad s'est fortement réduite. De fait, les activités économiques de pêche, d'élevage ou d'agriculture disparaissent. Les hommes des villages sont alors obligés de migrer vers les villes ou encore plus loin en Europe. Les femmes se retrouvent alors seules à s'occuper de leur famille (enfants et parents).

Les femmes risquent aussi d'être exclues des nouveaux emplois promis par la transition vers une économie décarbonée. En effet, les secteurs dits d'avenir, comme le bâtiment, le transport, etc. leur sont peu ouverts.

Face à toutes les situations actuelles et à venir, la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas à laisser de côté des préoccupations liées au réchauffement climatique. La transition ne sera juste que si personne n'en est exclu !

## LE FONDS VERT POUR LE CLIMAT EN AFRIQUE

L'Afrique est confrontée à tous les maux du climat, les besoins de financement pour rendre ce continent capable de supporter le réchauffement de la planète par les pays riches sont considérables.

Le GCF (Green Climate Fund) est le fond dédié à ce financement pour le développement des projets nécessaires à la résilience des pays les moins avancés et rendre ceux-ci capables de limiter les dégâts. Attention, les grands argentiers sont à la manœuvre, la banque mondiale, les banques de développement, les banques internationales, etc. Tous mettent en place leurs règles et l'une des toutes premières est le retour sur investissement !

Le GCF a pour principaux contributeurs les pays industrialisés, les villes comme Paris (1m€), les organisations gouvernementales et les fonds privés. Nous avons donc un fonds international qui mélange allègrement fonds publics et fonds privés ! « Une des plus innovantes capacités du GCF est de combiner

fonds publics et investissement et d'impacter de manière optimale les secteurs d'activités choisis ».

Dans le choix des projets, que les investisseurs souhaiteraient complètement cernés (ex : rendre une mono culture exportable en finançant les routes par le GCF), quelques critères d'investissement ferment la boucle : avoir des relais sur place (ie. d'autres banques pour surveiller), le moindre risque financier, le partage des risques avec d'autres structures, la capacité d'extension du projet, etc.

La privatisation de l'Afrique recommence : ici, pas de droits sociaux, pas de code. C'est le supermarché aux affaires... Pas de risque financier, l'argent de la communauté internationale assure. Les pays les moins avancés devront-ils vendre leurs terres pour le retour sur investissement ?

